

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 48, Numéro 5, Octobre-Novembre 2021 > Droitdeparole.org

Projet de parc techno-industriel dans Maizerets Un enjeu écologique



Ce terrain vague dans Maizerets fait partie du projet de la ZILE de la Ville de Québec. À l'horizon, le Complexe G.

Photo: DDP.

ZILE (maintenant InnoVitam)

Face au projet de parc techno-industriel de la Ville de Québec et du gouvernement du Québec dans le quartier Maizerets, les citoyens et les citoyennes se mobilisent. Ils demandent un moratoire sur la vente de terrains publics et veulent être consultés sur le développement de leur quartier. **P. 3**

Les arbres et le tramway

Il apparaît de plus en plus évident que la construction du tramway doit se faire en protégeant les arbres existants et en respectant la configuration historique de Québec. Une proposition de John Cisco et Paul Bowmané. **P. 5**

Élections municipales du 7 novembre

Que peuvent faire les électeurs et les électrices progressistes pour battre la droite à Québec? Pierre Mouterde propose quelques pistes de réflexion. **P. 7**

LETTRE OUVERTE

Les Terres des Sœurs de la Charité, un énorme potentiel d'innovation agricole participative

À Mme Geneviève Guilbault, vice-première ministre, ministre responsable de la Capitale-Nationale

À M. André Lamontagne, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Aux autorités de la Ville de Québec

À la congrégation des Sœurs de la Charité de Québec

Aux partis politiques municipaux en campagne électorale à Québec

Tout porte à croire que l'offre d'achat faite par le gouvernement québécois aux Sœurs de la Charité de Québec se conclura bientôt par l'acquisition des 210 hectares de l'ancienne Ferme Saint-Michel-Archange (Ferme SMA), principalement situés dans l'arrondissement de Beauport.

Cet heureux dénouement marquera l'aboutissement de la phase « il faut sauver les Terres des Sœurs de la Charité (TSC) », menée depuis 2015 par de nombreux citoyens, citoyennes et représentant.e.s de la société civile. Il permettra ainsi d'amorcer la reconversion de l'énorme potentiel de ces terres vers une agriculture de proximité. La richesse de cette propriété est certainement unique au Québec et peut-être même au Canada.

Depuis le début de la vaste mobilisation pour la défense des TSC, les idées jaillissent de partout quant à ce potentiel : grands jardins communautaires, incubateur de mini-fermes bios pour la relève agricole, centre de recherche et d'expérimentation, actions caritatives, insertion sociale, lieu de ressourcement, d'éducation, de mise en valeur du patrimoine avec, en fond de scène, la redécouverte par notre société de l'importance de l'autosuffisance alimentaire.

Chose certaine, l'imposant passé nourricier de ces terres pour les malades et les démunis dont les Sœurs de la Charité ont longtemps pris soin devrait trouver un écho dans une forte dimension sociale et communautaire pour leur vocation future.

À tout cela, il y a un préalable essentiel : que, d'entrée de jeu, les citoyens et citoyennes ainsi que la société civile soient associé.e.s à la conception de ce projet de société, qui ne peut qu'être vert, multi-forme et des plus motivants pour la jeune génération.

De nombreuses municipalités québécoises ont déjà adopté des stratégies d'agriculture urbaine, cette activité porteuse au confluent des priorités de notre temps que sont la crise climatique, la sécurité alimentaire, le vivre ensemble et le verdissement de nos villes. Avec une perspective plus large, il y a là une formidable carte de visite pour la région de Québec et le Québec

tout entier, une source de fierté et de notoriété rayonnant bien au-delà de nos frontières.

Profitons des TSC pour faire de Québec et du Québec tout entier une référence mondiale en agriculture urbaine, avec comme fleuron le cas unique de cette vaste terre cultivée depuis 350 ans et enclavée dans le tissu urbain d'une ville du Patrimoine mondial de l'UNESCO. Combien de capitales à travers le monde ne rêveraient pas d'un tel joyau ? Combien d'investissements, de

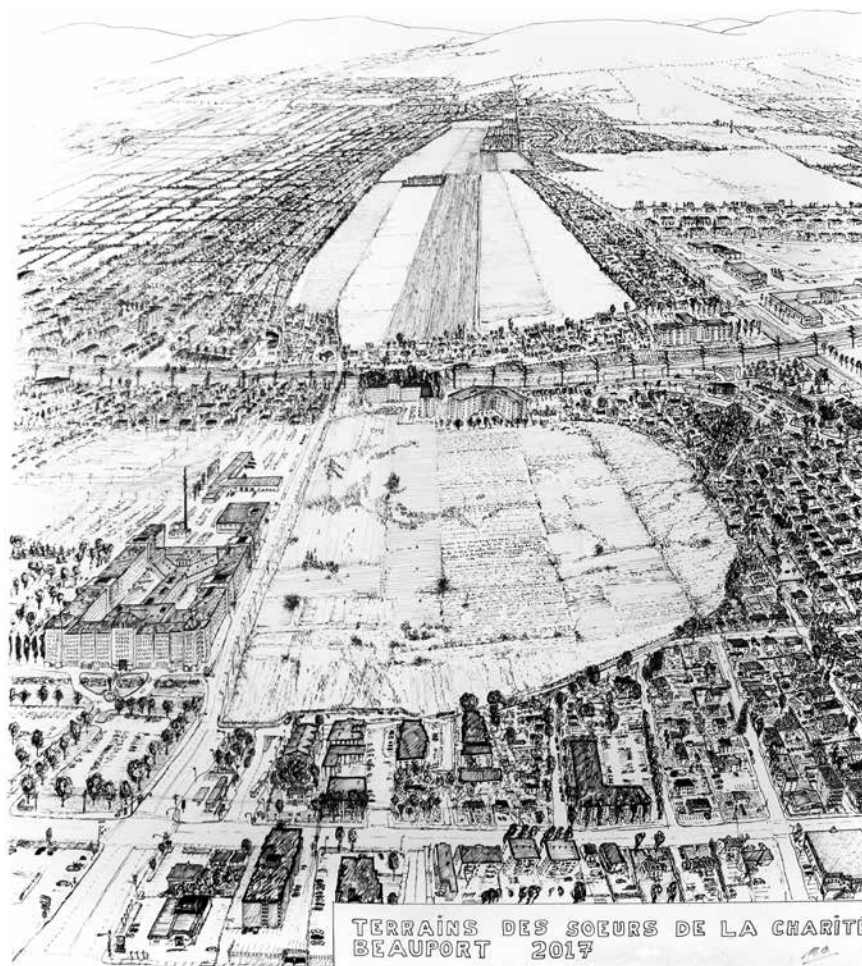
Au moment où se définit la vocation agricole future des TSC avec cette probable acquisition par le gouvernement du Québec, il est important d'en saisir l'énorme potentiel. Ce projet peut devenir un espace d'expérimentation et d'innovation pour l'ensemble des friches agricoles. Une occasion de voir autrement le développement agricole dans et autour des villes. Un exemple pour soutenir d'autres projets en cours ou en développement, que ce soit à Brossard, Lévis, Montréal ou Gatineau.

Il serait réellement innovateur d'associer également les citoyens et citoyennes ainsi que la société civile à la gestion future de ces terres, par exemple à travers une fiducie d'utilité sociale agricole (FUSA).

Une large réflexion doit s'engager sur la mise en valeur des Terres des Sœurs de la Charité, en faisant appel à toute l'imagination et à la créativité dont notre société est capable. Ces terres peuvent et doivent préfigurer le remarquable avenir qui se dessine pour l'agriculture d'ici.

Voix citoyenne
Institut Jean-Garon

Cosignataires (48 groupes, 296 individus)



Terres des Sœurs de la Charité.

Illustration: Marc Boutin (1942-2020)

retombées médiatiques et touristiques pourraient découler de ce projet si, comme société, nous savons tirer tout le potentiel de la valeur symbolique des TSC, qui dépasse de beaucoup la capacité des 210 hectares de fruits, céréales et légumes qu'on pourrait y cultiver ?

Invitation à l'assemblée générale annuelle de Droit de parole

Communications Basse-Ville (éditeur de Droit de parole) invite ses membres à assister à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra le jeudi 25 novembre 2021 à 19 heures au 266, rue Saint-Vallier Ouest.

L'assemblée se déroulera dans le respect des règles sanitaires et de la distanciation physique. Le port du masque est obligatoire. Réservez votre place au 418-648-8043 ou en écrivant à info@droitdeparole.org.

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

droitdeparole.org

Retrouvez *Droit de parole* sur Facebook
Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de

discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du

ministère de la Culture et des Communications du Québec.
Dépôt légal: Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747

Tirage : 6 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs
Équipe du journal :
Francine Bordeleau, Yorik Godin, Robert Lapointe, Simon M. Leclerc, Monique Girard, Alexandre Dumont, Marc Grignon, W. Stuart Edwards

Coordination : Comité de rédaction
Révision : Alexandre Dumont, Lorraine Paquet
Design : Gabriel Julien
Collaboration spéciale :
Michaël Lachance, Noémie Albert, Gilles Bérubé, Pierre Mouterde, Paul Bowman.
Photos : Gilles Bérubé, Nature

Québec, W. Stuart Edwards.
Illustration : John Cisco
Imprimeur : Les travailleurs syndiqués de Hebdo-Litho



Zone d'innovation Littoral Est (maintenant InnoVitam)

Bataille politique dans Maizerets

Par Alexandre Dumont

Si la Ville de Québec rebaptise son projet de Zone d'innovation Littoral Est « InnoVitam », elle ne prévoit toujours pas imposer de moratoire sur la vente de quinze terrains publics à des entreprises privées pour la réalisation de ce parc techno-industriel, comme le demande la Table citoyenne Littoral Est. Même si la superficie totale de ces terrains publics atteint l'équivalent de quatre-vingts terrains de football (428 035 m²) du quartier Maizerets-Lairet et de Beauport, ce projet n'a fait l'objet d'aucune consultation publique depuis les débuts de sa planification.

De la ZILE à InnoVitam

InnoVitam s'inscrit dans le projet Saint-Laurent cher au premier ministre Legault, projet qui consiste en une « siliconisation de la vallée du Saint-Laurent », pour reprendre une expression du professeur à l'Université Saint-Paul, Jonathan Durand Folco. Il s'agit de mettre en place vingt-trois parcs techno-industriels où seront regroupés des entreprises, des centres de recherche et des institutions notamment spécialisées en collecte et en traitement des données numériques.



La marche de Jane du Conseil de quartier de Maizerets, le 23 octobre dernier.

Photo: W. Stuart Edwards.

Sur la nouvelle page web du projet « InnoVitam », la Ville soutient qu'il s'agira d'un carrefour pour le développement des secteurs économiques suivants : mobilité et logistique intelligente du transport, santé durable et technologies sanitaires, et technologies propres urbaines. Les termes de « surveillance des comportements des consommateurs en temps de restrictions », d'« accroissement analytique des données massives », de « laboratoire d'expérimentation des technologies 5G » et de « zone surveillée en continu et connectée », qui figuraient dans la présentation initiale du projet, semblent avoir été écartés au profit d'expressions plus séduisantes, mais il y a fort à parier que l'essence du projet demeure la même. En outre, si l'administration municipale a lancé une plate-forme de consultation publique le 16 août dernier, c'est pour connaître l'avis

des citoyens « sur différents thèmes, dont le développement durable, la mobilité active, l'habitation et les arbres », mais rien ne laisse croire qu'une gouvernance citoyenne d'une partie du projet, qui, rappelons-le, serait réalisé sur des terrains publics, soit envisagée.

Propositions de la Table citoyenne Littoral Est

Le Conseil de quartier Maizerets, qui a mis en place la Table citoyenne Littoral Est afin de favoriser la participation citoyenne à la réflexion sur ce projet, réclame que soient considérés trois axes : l'harmonisation à la biodiversité et à la santé de la population, l'intégration de logement social pour lutter contre la gentrification et la crise du logement et l'importance de développer des services de proximité, des lieux partagés et des espaces autogérés pour favoriser l'inclusion, la convivialité et

l'autonomisation des communautés locales. Pour ce faire, elle lance six propositions. Une gouvernance partagée véritable pour le développement du Littoral Est, la création d'un corridor de biodiversité et de mobilité active, d'un centre social autogéré (à la manière du Bâtiment 7, à Montréal), la renaturalisation d'un dépôt à neige pour donner accès aux berges du fleuve à la population, l'intégration d'un volet de souveraineté alimentaire (en intégrant les terres des Sœurs de la Charité et en construisant des serres sur les toits) et finalement le développement d'un plan d'action précis sur le logement social dans le quartier afin de contrer la gentrification et l'éco-gentrification.

À la veille des élections municipales, plusieurs partis ont déjà pris position sur ce méga-projet, mais pour l'instant, seuls Démocratie Québec et Transition Québec appuient l'idée d'un moratoire afin d'empêcher la vente des terrains publics aux entreprises privées tant que de véritables mécanismes de participation publique à l'élaboration du projet n'auront pas été mis en place.

Dans un contexte où la biodiversité s'amenuise, où l'agriculture urbaine et la souveraineté alimentaire se présentent comme des alliés essentiels à la lutte contre les changements climatiques, mais aussi à une plus grande cohésion sociale, à l'heure où l'on craint les effets de la montée des eaux partout sur la planète - on n'a qu'à penser aux inondations récentes survenues à New York - et où les inégalités sociales s'accroissent, comment imaginer un projet de développement économique du littoral sans que les lignes de force du projet ne s'articulent autour de l'environnement et de la justice sociale? Certains avanceront que le développement de l'économie numérique est plus vert. Il peut sans doute l'être, mais croire que le numérique en soi est une panacée est un écran de fumée... Pour que le développement économique soit durable, il ne faut pas qu'il en porte simplement le qualificatif : il doit être effectué en concertation avec tous les acteurs du milieu, et s'inscrire dans une vision à très long terme. Le mirage des profits à court terme a un prix. Et ce n'est pas aux citoyens de Maizerets de le payer.



Le garage. Un bâtiment municipal que la Ville veut vendre à l'entreprise privée, tel que planifié dans la ZILE.

Photo: DDP.

(En collaboration de Marie-Hélène Deshaies)

Flambée des loyers à Québec

Par **Nathalie Côté**

Les associations de défenses des locataires se sont rassemblées, le 20 octobre dernier, pour revendiquer des engagements des candidats et des candidates à la mairie de Québec. « Le prix moyen d'un logement de quatre pièces est passé à 977\$ par mois pendant la dernière année. C'est la plus forte augmentation depuis les dernières années. On veut rappeler que les Villes ont un pouvoir. Elles peuvent faire pression pour un véritable contrôle des loyers », a soutenu Jonathan Carmachaël du BAIL.

Hausses record dans Saint-Sauveur

Maude Samson-Gauthier de la Ruche de Vanier : « Dans mon quartier composé de 70% de locataires, la population veut une administration municipale qui va écouter les besoins des locataires ».

Les quartiers Saint-Roch et Saint-Sauveur font face à une gentrification et une augmentation des loyers historiques selon les associations. Dans le quartier Saint-Sauveur, « la hausse annuelle du coût des logements a été de 9,54%, soit plus du double de la hausse pour l'ensemble de la ville » a précisé Nicole Dionne du BAIL. Signe que la crise du logement prend de l'ampleur, le coût des loyers explose à Québec. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, en 2020, le coût moyen des logements a augmenté de 4,53% « la plus forte augmentation depuis seize ans » soutient Nicole Dionne du BAIL.

Dans Saint-Jean-Baptiste, comme la rappelle Marie-Ève Duchesne, la gentrification, ils connaissent. Elle rappelle que les logements en haute-ville sont les plus chers de Québec, mais que le quartier, très dense, se démarque avec ses 2500 logements sociaux. Une de leur préoccupation : le faubourg doit encore se battre contre les hébergements touristiques (RBNB) qui altèrent le parc de logements locatifs.

Logements à moindres coûts rares à Sainte-Foy

Les logements à bons marchés sont de plus en plus rares. Les propriétaires malveillants n'hésitent pas à

multiplier les évictions motivées par le profit. « Les propriétaires ne négligent aucun moyen lorsqu'il s'agit de forcer le départ de locataires dont le logement ne rapporterait pas suffisamment : harcèlement, intimidation, résiliation de bail sous pression, « rénoviction », éviction de mauvaise foi pour subdivision ou agrandissement. « Le nombre de logements à moindres coûts perdus à la suite de ce type de manœuvres est colossal » selon François Dignard, du Comité d'aide aux locataires de Québec Ouest de Sainte-Foy.

Les candidats et candidates à la mairie doivent s'engager

Le Comité des citoyennes et des citoyens de Saint-Sauveur, le BAIL, la Ruche de Vanier, l'association

locataire de Sainte-Foy et le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, joignent leurs voix pour demander aux futurs conseillers municipaux des actions concrètes. Ils demandent aux candidats et aux candidates à la mairie de la Ville de Québec de s'engager d'urgence à interdire la subdivision et l'agrandissement de logements locatifs, de prohiber la conversion de logements locatifs en hébergement touristique commercial, et de réclamer au gouvernement du Québec l'instauration d'un véritable contrôle des loyers.

La future administration municipale risque de retrouver à nouveau les associations de locataires sur son chemin.



Contribuez à la campagne 2021 du FSGP !

L'Équipe Leboss devient l'Équipe Laboss

Par **W. Stuart Edwards**

Ailleurs dans le monde démocratique, je n'ai jamais vu un parti politique qui porte le nom d'un seul homme. Même le Parti communiste chinois n'oserait pas s'appeler Équipe Xi Jinping ou Équipe Mao. Le Parti républicain aux États-Unis n'est pas Équipe Trump.

Ce n'est qu'ici à Québec que j'ai vu ce genre de culte de la personnalité. En choisissant le nom Équipe Labeaume ce parti a clairement affiché son caractère anti-démocratique. Le boss, c'est Labeaume. Il n'y a jamais eu le moindre doute là-dessus.

Le peuple au pouvoir ?

Les effets néfastes sont nombreux et ils sapent la vie démocratique de notre ville. Il n'est pas étonnant que le mot démocratie n'existe nulle part sur le site d'Équipe Labeaume : ni engagements, ni réalisations. Ce parti politique, au pouvoir depuis quatorze ans : s'est opposé systématiquement à la tenue de tout référendum ; il a affaibli les Conseils de quartier ; a réprimé le droit de manifester ; a bloqué la grande majorité des demandes d'accès à l'information ; a pris la plupart de ses décisions à huis clos. Le Conseil municipal est devenu un triste spectacle plein d'insultes et d'attaques personnelles, sans véritable débat.

Les élus d'Équipe Leboss agissaient à toutes fins utiles comme des employés. Au lieu de représenter leurs districts à l'hôtel de ville, ils représentaient le

boss auprès de leurs concitoyens et concitoyennes. La job, c'est de passer l'information en sens unique vers la population. Des fois, il y avait un micro disponible lors d'une « consultation » ou une « soirée d'information », et votre intervention était enregistrée, mais le maire avait déjà pris sa décision. Peu importe le tollé soulevé, le boss et ses employés ne reculent pas.

Le bilan

Le legs déplorable de Régis Labeaume consiste principalement à avoir instauré cette façon de faire, au détriment de la démocratie municipale. Pour Labeaume et sa gang (Équipe Marie-Josée Savard) la Ville n'est qu'une entreprise à gérer, comme n'importe quelle entreprise privée où la qualité de gestion se résume à la santé financière et à la rigueur budgétaire. Ils n'hésitent pas à enlever le pouvoir démocratique des résidents et des résidentes de votre quartier pour le transférer aux promoteurs et aux « experts ». Le seul critère, c'est l'argent. Tant que les coffres de la Ville demeurent bien garnis, ils sont heureux. Ils ne voient pas de problème si les citoyens et les citoyennes vivent en dessous du seuil de pauvreté ou paient trop cher leur loyer.

Les Dallaire et Péladeau de ce monde ont eu un accès direct au cabinet du maire. Pendant ce temps, votre groupe communautaire a travaillé avec le Conseil de quartier sur un enjeu qui vous tient à cœur. Le dossier avance à pas de tortue et même si le Conseil de quartier

est d'accord, c'est souvent peine perdue parce que le boss, c'était Labeaume, tout le monde le sait. L'usure et la déception se sont installés et vous avez décidé de bouter le Conseil de quartier parce que ça ne sert à rien. Il y a même un Conseil de quartier qui a fermé boutique parce que son avis ne comptait pour rien à l'hôtel de ville.

Ça semble recommencer avec la dauphine, une femme d'affaires choisie par son boss pour lui succéder à la tête de l'entreprise de plus en plus privée qu'est devenue la Ville de Québec.

Fidèles à leurs velléités anti-démocratiques, le maire et Marie-Josée Savard avaient tramé leur projet en catimini pendant neuf mois. Les autres employés - euh, « membres de l'équipe » - se sont soudainement retrouvés devant le fait accompli. Ils n'avaient pas d'autre choix que de se ranger derrière la nouvelle boss puisque le boss actuel avait déjà pris sa décision. Tout ce qu'il restait à faire, c'est changer le nom du parti.

Mais le problème est toujours là. Pour rétablir une saine démocratie municipale à Québec, il faut d'abord et avant tout cesser de voter pour un parti anti-démocratique qui donne trop de pouvoir à une seule personne.

Repensons le tramway sur René-Lévesque

Par John Cisco et Paul Bowman

Le tramway peut améliorer la résilience de la Ville de Québec face à la crise climatique. Il contribue à la décarbonisation des transports, et il peut accélérer le verdissement du milieu urbain. Par son allure supérieure, il encourage un virage vers le transport collectif, ce qui réduit le nombre de véhicules qui circulent dans

les quartiers centraux. Ainsi des espaces minéralisés qui contribuent tellement au réchauffement de ces quartiers, les stationnements de surface et voies de circulation trop larges et trop nombreuses, peuvent être remplacés par de la verdure. En Europe, même l'espace autour des rails dans la rue est engazonné par

endroits, et les rues par lesquelles le tramway passe jouissent d'habitude d'un embellissement général.

Malheureusement ce n'est pas le cas à Québec. Le projet, tel que proposé jusqu'à maintenant, préconise la coupe massive des arbres tout le long du parcours, et même la démolition de plusieurs structures. C'est ce qui arrive lorsque le modèle de construction, et les dimensions de toute la nouvelle infrastructure, sont démesurés par rapport à l'espace qui est disponible à l'intérieur de la trame urbaine existante. Les vieux quartiers ont déjà subi assez de démolitions et d'autres dégâts pour accommoder l'auto en ville ; ne recommençons pas avec le tramway. Aujourd'hui, les tramways peuvent être faits sur mesure pour chaque ville, dans le respect de sa géométrie et de ses accidents de terrain. À cause de son âge et de son histoire, Québec n'est pas une ville comme les autres en Amérique du nord. Les villes européennes offrent un modèle de l'échelle de l'infrastructure appropriée dans une ville historique. Une plateforme pour les rails, surélevée par rapport au reste de la rue, peut être appropriée sur de grands boulevards de banlieue, mais n'est pas réaliste dans les rues des quartiers centraux. Pour réduire au minimum les dégâts causés par sa construction, surtout la destruction d'une grande partie de la canopée d'arbres matures le long du boulevard René-Lévesque, il faut réduire au minimum la largeur de l'espace réservé au tramway, ainsi que celle des voies carrossables à côté. D'ailleurs il faut revoir et repenser l'espace alloué aux autos sur les artères desservies par le tramway.



Une peinture de John Cisco.

Arbres et tramway : la question de l'urne ?

Par W. Stuart Edwards

La question de l'abattage d'arbres le long du tracé du futur tramway fait beaucoup jaser depuis le début de la campagne. Si les citoyens et les citoyennes demandent depuis plusieurs mois leurs protections, les partis politiques aspirants à diriger la mairie de Québec doivent prendre position sur cet enjeu de plus en plus crucial.

Transition Québec lance une pétition pour la transparence

Dans un communiqué de presse du 24 octobre, Jackie Smith de Transition Québec demande que Marie-Josée Savard de rendre publique les communications entre l'administration municipale et le Ministère de l'environnement et de la lutte aux changements climatiques, sur le nombre d'arbres à couper sur René-Lévesque pour le passage du tramway.

Le Ministre de l'environnement du Québec a confirmé qu'il pouvait rendre ces informations publiques à une condition : une autorisation de la Ville. Marie-Josée Savard doit révéler le nombre d'arbres qui seront abattus par son projet de tramway. Elle a le pouvoir de rendre public ces documents, il asagit d'un test de transparence, a affirmé Jackie Smith.

Selon la cheffe de Transition Québec : «On le voit sur le terrain, de nombreuses personnes en faveur du transport en commun ont des craintes envers le tramway cause de la coupe des arbres. Pourtant, je sais

qu'on peut construire un tramway et profiter de nos arbres matures. »

Québec 21, Québec Forte et Fièvre, ainsi que Démocratie Québec réclament eux-aussi que ces informations soient dévoilées. Il est possible de signer cette pétition sur le site de Droit de parole.

Québec Forte et Fièvre et Démocratie Québec veulent enlever la plateforme surélevée

Selon Bruno Marchand et de Jean Rousseau, le tramway pourrait mieux s'intégrer aux quartiers centraux, par exemple sur René-Lévesque autour de l'avenue Cartier, s'il roule au même niveau que la chaussée au lieu de se poser sur une plateforme surélevée et dédiée. La plateforme prend trop de place et coupe les quartiers en deux, nécessitant le réaménagement de la circulation transversale. Jean Rousseau veut aussi réduire la largeur des voies de circulation. L'abattage d'arbres et les expropriations seraient minimisés. QFF s'engage à protéger 60 % des arbres.

Québec 21 instrumentalise l'enjeu des arbres

Le dimanche 24 octobre, la population a été invitée à une soi-disant « Marche pour les arbres ». Sur place, on a vite compris que c'était plutôt une marche contre le tramway et pour le projet de métro léger de Québec 21. Les organisateurs ont invité le candidat dans Montcalm-Saint-Sacrement, Jean-Pierre Du Sault, à prendre

la parole, et Jean-François Gosselin était présent. Pourtant, l'annonce de la marche ne disait rien sur la nature partisane et anti-tramway de l'événement : « Puisque Québecmavillejetaime est solidaire de la marche citoyenne pour la sauvegarde des 1701 arbres et deux boisés, nous vous attendons dimanche 24 octobre 2021 à 13h00 au Parc de l'Amérique-Française face au Grand Théâtre à Québec . C'est ensemble que nous sauverons notre Patrimoine Naturel et milieux de vie. »

Transition Québec a présenté il y a quelques semaines des solutions concrètes pour réduire la coupe d'arbres le long du tramway. Notamment en réduisant la largeur ou la quantité de voies de circulation automobile sur René-Lévesque, déplacer le terminus prévu à l'Université Laval ailleurs sur le campus afin éviter la coupe d'au moins 447 arbres au boisé Lacerte et ne pas relocaliser de stationnements près de l'école des Berges et sur les lots du jardin communautaire St-Roch.

Marie-Josée Savard se fie au consortium

La dauphine de Régis Labeaume ne s'engage pas à protéger un certain nombre ou un pourcentage d'arbres. Elle plaide que tout sera fait pour protéger le maximum possible, mais du même souffle elle admet que le consortium privé qui gère le projet aura le dernier mot.

(En collaboration avec Nathalie Côté)

Osons la décroissance

Par Ariane Daoust et Louis Marion

Les crises se multiplient. Comment affronter sérieusement ces crises que nous traversons si l'on s'acharne à exalter le modèle économique qui en est la cause ? La croissance économique doit être dépassée. Les signaux sont de plus en plus clairs : ce dogme n'est pas viable sur le long terme et le progrès technique seul ne sauvera pas la planète. Pour en finir avec cette course destructrice à la croissance qui nous mène tout droit à la catastrophe écologique et qui ne fait que perpétuer les inégalités, nous proposons la décroissance.

La décroissance vise à pulvériser l'idéologie dominante de la croissance du PIB, à nous libérer de la domination de l'économie sur la société pour nous émanciper de la logique destructrice et injuste du productivisme et consumérisme. Elle trouve ses origines dans les années 1970 mais au début des années 2000, elle est lancée comme un « mot obus » pour faire contre-pied au concept du développement durable. Le développement durable, en contribuant à l'impossibilité d'une vie digne pour les générations futures, n'est au fond qu'une tentative de légitimer la poursuite de la croissance économique ; de poursuivre le développement tous azimuts de la marchandisation; ou

encore, de « polluer moins pour pouvoir polluer plus longtemps ».

« La décroissance signifie de réduire l'impact de nos actions sur la nature (c'est-à-dire de moins détruire et perturber la biosphère), de réduire les injustices sociales (c'est-à-dire de réduire les iniquités de revenu, les échanges écologiquement inégaux) et finalement de réduire l'aliénation de la subjectivité. »* Cela ne peut que passer par la réduction des flux de matières et d'énergie, que passer par une réduction à la source de biens et de services marchandisables pour émettre moins de gaz à effet de serre. C'est la seule solution pour une vie soutenable.

La décroissance est souvent mal comprise. Elle est associée à la régression technique, à la récession économique: bref à un recul de notre niveau de vie. Mais, bien évidemment, il ne s'agit pas d'un retour au passé. La décroissance ne cherche pas qu'à réduire la production et la consommation. Elle cherche plus que tout à « faire croître la qualité de vie, de l'air, de l'eau et d'une foule de choses que la croissance pour la croissance a détruites. »**

L'objectif d'une croissance infinie dans un monde fini n'est pas une idée ou une croyance qu'il suffirait d'abandonner pour sortir de la crise écologique et sociale car la croissance économique n'est pas une cause mais une conséquence du capitalisme. C'est « l'effet de la contrainte à l'accumulation que force la concurrence. »***

Les objecteurs et objectrices de croissance s'opposent à la colonisation de la vie par le capitalisme et osent proposer un autre modèle de société fondée sur, par exemple, la qualité plutôt que sur la quantité, la coopération plutôt que la compétition entre les individus, la gratuité, le partage, la convivialité, l'amour, l'amitié, le commun, le vivre ensemble, le bien-vivre l'altruisme, la solidarité, l'autosuffisance, l'autonomie, la justice sociale et environnementale...

*Louis Marion, à propos de la décroissance.

**Serge Latouche, qu'est-ce que la décroissance.

*** Frédéric Legault, Alain Savard, Arnaud Theurillat-Cloutier. Pour une écologie du 99%. 20 mythes à déboulonner sur le capitalisme. Montréal. Écosociété, 2021, p.71

Débat sur l'environnement au Musée de la Civilisation du 18 octobre.

Un débat sans couleurs, sans émotions... sans débat

Par Sophie Lavoie



Au musée de la civilisation.

Photo: Nature Québec.

Les plus éco-anxieux d'entre nous sont sans doute rentrés chez eux avec peu d'enthousiasme suite à ce premier débat sur l'environnement où les cinq chefs des principaux partis municipaux de la ville de Québec ont tour à tour expliqué sur un ton monotone et sans entrain leurs engagements pour l'environnement.

Le chef de Démocratie Québec, Jean Rousseau, propose d'entrée de jeu une éthique de l'arbre dès son premier mandat. Il promet également que chaque citoyen de Québec ait accès à une mini-forêt urbaine à moins de cinq-cents mètres de son domicile. Le chef promet aussi de mettre en place des budgets participatifs de un million de \$ pour chaque quartier.

Marie-Josée Savard a rappelé quant à elle le bon travail déjà amorcé par l'Équipe Labeaume depuis dix ans et promet de continuer sur cette belle lancée. Son argument fondé sur son expérience a été mobilisé durant les deux heures du débat. Savard promet cent mille

nouveaux arbres plantés dans la ville de Québec et a aussi vanté l'usine de biométhanisation qui collectera les matières résiduelles de la Ville. Savard a précisé que même si le projet de tramway ne fait pas le bonheur de la majorité, son équipe ira de l'avant pour un réseau structurant plus efficace et accessible dans la ville de Québec.

Marchand, chef de Québec Forte et Fièrre, était en forme et a su démontrer ses capacités oratoires. Il a rappelé durant toute la soirée que Québec avait besoin d'un vrai leader, courageux et brave. Son grand projet pour la mobilité active à Québec est une application qui réunira marche, vélo, bus et taxi sur une seule et unique plate-forme qui coûtera plusieurs millions de dollars aux contribuables. Faut-il rappeler à Marchand que la ville de Québec compte à peine de cinquante-cinq mille habitants et que plusieurs citoyens, surtout concentrés en basse-ville, n'ont même pas accès à Internet, aux données ou à des appareils électroniques ?

Gosselin a demandé à l'auditoire pourquoi, lorsqu'il avait cinq ans, il pouvait faire du vélo dans les rues de Limoilou sans s'inquiéter pour sa sécurité mais qu'aujourd'hui, il interdit à ses enfants de jouer dans les rues de la basse-ville puisqu'elles ne sont pas sécuritaires. Sa solution ? Une meilleure cohabitation entre usagers de la route. Il n'explique toutefois pas le problème de la sécurité routière selon le fait pourtant largement démontré par des experts de l'augmentation du parc automobile au Québec.

Jackie Smith, cheffe de Transition Québec, le seul parti municipal ayant l'environnement comme priorité, s'est présentée comme la seule alternative pour la lutte contre les réchauffements climatiques. Elle promet une vision d'ensemble cohérente et audacieuse.

Le tramway contesté

Si Gosselin a passé la soirée à vanter son projet de métro léger, Savard a reçu plusieurs critiques de ses adversaires concernant le tramway. Rousseau et Marchand ont tous les deux plaidé pour que la ville reprenne le dialogue avec les citoyens. Selon les deux chefs, le projet est opaque et les consultations publiques en ont frustré plusieurs.

Savard est pourtant catégorique. Il faut cesser de se questionner et attendre n'est plus envisageable. Elle promet un tramway qui se fera en deux phases. Elle affirme qu'un projet d'une telle ampleur ne fera jamais l'unanimité. Smith appuie elle aussi le tramway mais va plus loin dans sa pensée : selon la cheffe de Transition Québec, le transport en commun doit être gratuit et accessible. Elle veut faire de Québec une capitale cycliste et promet un réseau de voies cyclables unidirectionnelles, larges, séparées de la route, et quatre saisons. Elle promet aussi de changer de culture. Dès son premier jour de mandat, les lumières donneraient la priorité aux piétons ce qui permettrait d'inverser la hiérarchie en place sur la route.

Un débat peu convaincant

Néanmoins, aucun aspirant maire ne s'est enflammé pour la défense de l'environnement. Savard a misé sur l'expérience de son parti, Rousseau a pu démontrer une excellente connaissance de ses dossiers sans toutefois montrer de l'intérêt et Gosselin a pu apprendre à l'audience hilare qu'il avait appris à coudre pour sauver la planète. Smith ne semblait pas adéquatement préparé, même si plusieurs de ses supporters ont pu applaudir la cheffe lors de ses allocutions. Quant à Marchand, son entreprise techno-capitaliste ne sera pas suffisante pour convaincre les plus engagés dans la lutte environnementale.

Élections municipales dans la ville de Québec

Y-aurait-il un moyen de battre le camp de la droite?

Pour quiconque s'intéresse aux prochaines élections municipales de la ville de Québec, il y a de quoi à première vue, y perdre bien de ses points de repère. Car, après le départ annoncé de ce maire populiste et haut en couleurs que fut Régis Labeaume, on se trouve devant pas moins de 5 équipes en liste pour briguer le pouvoir à la mairie de Québec le 7 novembre prochain.

Il s'agit de 5 équipes dont on voit partout les affiches colorées orner sans ordre les rues de la Capitale nationale, mais qu'on peut cependant -au-delà des discours de circonstances- classer en deux grands camps clairement opposés : avec d'un côté, soit bien campée du côté de la droite affichée, l'équipe de Québec 21 de Jean-François Gosselin, soit à droite ou parfois au centre droit, l'équipe de la dauphine du maire Labeaume, Marie Josée Savard; et avec de l'autre côté, 3 formations concurrentes plutôt marquées par des références ou des valeurs de gauche, s'étirant du centre\centre gauche avec l'équipe Québec fière et forte de Bruno Marchand, à la gauche modérée avec l'équipe de Démocratie Québec de Jean Rousseau et à la gauche clairement revendiquée avec l'équipe de Jackie Smith de Transition Québec.

Certes, puisqu'il est question d'élections municipales et qu'on tend à les considérer comme « a-politiques » ou tout au moins comme ne renvoyant qu'à des enjeux locaux, on ne catégorise pas habituellement les candidats en lice de cette manière, préférant insister sur les questions concrètes qui les séparent : celle du 3ième lien, et au delà celle du tramway et de la mobilité durable; ou encore celle du souci de l'environnement et de la protection des terres agricoles; sans parler bien sûr de l'étalement urbain, de la densification et de l'amélioration des milieux de vie comme de luttes aux inégalités sociales ou aux discriminations systémiques.

La politique partout présente

Mais justement, c'est ce qui est révélateur de ces élections : tous ces thèmes recèlent en fait une forte dimension politique sous-jacente dont les politiciens traditionnels n'ont pas manqué de repérer tout le potentiel électoral. Il n'est que de penser à l'implication de la CAQ du Premier ministre François Legault dans le projet du 3ième lien concernant le tunnel sous-fluvial Québec/Lévis. Ou encore à ces questions récurrentes touchant au développement urbain contemporain (la place des banlieues, l'importance du développement autoroutier ou portuaire, le poids des lobbies du béton et de la construction, versus la défense de l'environnement, etc.), sur lesquelles, dans la grande région de Québec les milieux conservateurs et de droite n'ont cessé de se faire entendre et de renforcer leur présence, notamment lors des dernières élections fédérales.

Car c'est peut-être ce qu'il faut retenir dans cette affaire : dans la grande région de Québec, la droite est non seulement solidement implantée, mais semble bien placée pour l'emporter, et même gagner du terrain. Les premiers sondages relatifs aux prochaines élections municipales --aussi partiels et conjoncturels soient-ils par ailleurs-- le laissent entrevoir : pour l'instant c'est l'équipe de Marie José Savard --assumant l'héritage du maire Labeaume-- qui l'emporte avec 29% des voix, suivie de l'équipe de Jean-François Gosselin (le candidat des banlieues et du 3ième lien) avec 18%, alors que l'équipe de Bruno Marchand du centre gauche ne récolte que 13%. La droite donc part avec



Sur la rue Saint-Vallier Ouest.

Photo: Natalie Côté.

un net avantage, cumulant près de 47% des voix. Et si l'on souhaite à gauche --non seulement s'affirmer comme étant de gauche-- mais freiner dans les faits la montée de la droite, en finir donc par exemple avec le 3ième lien ou encore avec les infinies tergiversations autour de la nécessité d'un véritable projet de transport collectif structurant dans la région de Québec, il faut s'en donner les moyens, c'est à dire avoir une stratégie globale permettant d'établir un véritable rapport de force favorable aux idées de gauche au sein du prochain conseil municipal.

Et tout porte à croire, après le départ de Labeaume et l'inévitable période de transition qui s'en suivra, que tout ne se jouera pas autour de la seule élection du prochain maire ou de la prochaine mairesse, mais aussi autour de l'équipe de conseillers qui l'accompagnera et lui permettra de mettre ou non en application ses orientations premières. Et surtout de résister aux pressions des grands lobbies du développement économique tout azimut.

Des politiques de rapprochement ou d'alliance?

Or à l'heure actuelle, les 3 candidats du camp de la gauche ou du centre se présentent en ordre dispersé sans aucune perspective stratégique commune, par conséquent sans aucune politique d'alliance annoncée, ne serait-ce qu'au niveau des conseillers à élire dans chaque district. Par exemple dans le district 3, Saint Roch Saint Sauveur, alors que le candidat de Québec forte et fière est un ancien partisan de Labeaume, s'opposent deux candidats très clairement marqués à gauche : Mbaï Hadji Mbaïrewaye de Démocratie Québec bien connu dans les milieux communautaires de la Basse-ville de Québec et Élisabeth Germain de Transition Québec, féministe chevronnée et membre reconnue de QS. Comment dans un tel contexte, peut-on imaginer que les voix de la gauche ne risquent pas de se diviser et de permettre à des candidats plus à droite de

s'imposer, affaiblissant d'autant le poids de la gauche au sein du prochain conseil municipal?

Si le surgissement sur la scène municipale d'une formation clairement marquée à gauche comme Transition Québec est assurément une bonne nouvelle, cela ne devrait pas pour autant empêcher le travail en commun ou des politiques de rapprochement, autant sur certains dossiers chauds (le 3ième lien par exemple!) que sur l'élection de conseillers de districts.

Ne serait-ce pas une manière de commencer à en finir avec la fragmentation des forces de gauche, et à son incapacité notoire à freiner les avancées --si préoccupantes aujourd'hui-- de la droite?

Il faut noter que l'équipe Transition Québec provient d'une initiative de feu Option nationale de la région de Québec, qui a rallié depuis QS et qui utilise avec habileté toutes les techniques électorales éprouvées par QS au niveau provincial, en cherchant avant tout à construire une alternative municipale clairement campée à gauche.

Même vacciné, faites-vous dépister.



Si vous avez été en contact avec un cas de COVID-19

**ou si vous avez des symptômes s'apparentant
à ceux de la COVID-19, tels que :**



Fièvre



Toux



**Perte du goût
ou de l'odorat**

**Respectez les consignes d'isolement
et passez un test de dépistage.**

On continue de se protéger.

[Québec.ca/testCOVID19](https://quebec.ca/testCOVID19)

La grande marche pour la protection des forêts

Forêt prends soin de nous!

Par Noémie Albert, Marcheuse au départ de Ripon le 6 septembre (Outaouais), 565 kilomètres.

Nous sommes des centaines de citoyen.nes qui avons décidé de marcher à travers le Québec, tous ensemble pour la protection des forêts, que ce soit une heure, une journée, une semaine ou encore 40 jours. La destination finale était la Ville de Québec, vers l'Assemblée nationale, pour faire entendre la cause des forêts.

Pourquoi marchons-nous? Une centaine de projets d'aires protégées en terre publique pour le sud du Québec sont proposés depuis de années par les fonctionnaires du ministère de l'Environnement et de la lutte aux changements climatiques (MELCC), des communautés autochtones, des groupes citoyens, des MRC, des municipalités, des organismes communautaires et des scientifiques. Ces projets pour protéger des territoires importants de biodiversité ont été écartés par le gouvernement. Quatre demandes ont été amenés devant le gouvernement québécois mardi dernier quant à la protection des forêts, en lien avec les aires protégées, les zones urbaines et péri-urbaines, l'idée d'un observatoire indépendant ainsi que la modification des lois sur la protection des forêts afin d'y inclure de manière significative la protection de la biodiversité.

Pendant cette marche prônant l'inclusion et la bienveillance, des centaines voire des milliers de citoyen.nes sont venu.es nous rencontrer sur le chemin, que ce soit pour nous offrir de l'eau, de la nourriture, un logis, une chanson, un dessin ou encore un sourire. Toutes ces personnes étaient bien entendu touchées par la cause que nous portons, mais aussi par la façon non-violente de porter le message.

La beauté de ce mouvement, qui est loin d'être terminé, est la force du nombre et de la diversité d'individus : des scientifiques, des autochtones, des Québécois, des enfants, des aînés, des coalitions de citoyens, des regroupements, des médecins, des amoureux de plein air, des élu.es, etc.

À la fin de la marche, le but était, entre autres, de rencontrer les ministres Dufour et Charette (MFFP et MELCC), qui ont eu une belle écoute quant aux demandes - nous avons hâte de connaître la suite -, mais

aussi de culminer la fin des grandes Marches par un rassemblement public à Québec, qui a eu lieu samedi le 16 octobre. Lors de ce rassemblement, la majorité des orateurs provenaient de diverses communautés autochtones car il est important d'honorer la relation au territoire pour les premiers peuples en leur donnant parole et en écoutant leurs nombreux messages. C'est ensemble que nous protégerons la biodiversité pour le bien de toutes les espèces vivantes, incluant les humains. Soyons humble devant la nature et rappelons-nous que nous sommes la Nature!

Pour plus d'informations sur la Grande marche : <https://www.lagrandemarche.ca/>



Arrivée de la marche à Québec.

Photo: W. Stuart Edwards.

Les Vendredis de poésie du TAP se déroulent dorénavant à la Maison de la littérature.

Un extrait d'un poème lu lors de la soirée de septembre.

Extrait de :
il t'aurait fallu me dire, Geneviève Lévesque, éditions des Croque-mots, pp 7-8, 2020.

il t'aurait fallu me dire
les mots tous les mots du monde
les aurores boréales
les chutes tous les Grand-Sault du monde
les crabes figés autour des rêves
les automnes incertains
les brisures impalpables de la surface
les sens descendant et montant
comme si seul le sens avait un sens
le doute
l'essence brûlante de la vie

il t'aurait fallu me dire
le téléphone qui ne sonnait pas
la lune qui se cachait
les feuilles qui tremblaient
et le bruissement
insaisissable
des ailes dans le vent

il t'aurait fallu me dire
tous ces oiseaux

il t'aurait fallu me dire
les parades de silences au centre vide de la ville
l'existence brusque et sonore des phonèmes
comme si seule la science pouvait
enclore les mots

il t'aurait fallu me dire
encore
tous ces oiseaux
paradant
au centre vide de la ville

Sept colonnes, sept disciplines, sept muses

Par Gilles Bérubé

Le 23 septembre dernier avait lieu le vernissage des œuvres ornant les colonnes de l'édifice Sherpa au 130 boulevard Charest. Une cinquantaine de personnes étaient présentes pour assister à l'événement. À l'origine, durant l'été 2020, l'équipe Sherpa et l'artiste invité Daniel Lasalle ont proposé aux artistes participants de s'inspirer du thème des muses de l'antiquité dans une version actualisée. Chaque muse personnifie une discipline artistique et est associée à une des colonnes. En voici quelques unes : arts visuels, cinéma et photographie, littérature et arts de la scène, poésie, contes, musique et chant, jam, spectacles, art onirique, l'imaginaire, rêves, folie...

Profitez des beaux jours de l'automne pour venir admirer ces magnifiques colonnes qui rehaussent non seulement l'édifice mais le quartier tout entier.



Sherpa.

Photo: Gilles Bérubé.

Le monde coupé en deux

Par Francine Bordeleau

Bien avant l'apparition de la COVID-19, Diane Bergeron, autrice bien connue de livres jeunesse, a imaginé une pandémie d'un type inédit, causée par des nanotechnologies qui sont devenues, au tournant des années 2060, le pire cauchemar de l'humanité.

Très certainement de tout temps, l'être humain a combattu avec opiniâtreté la maladie et la mort. Cette lutte incessante a conduit à des découvertes fabuleuses comme les vaccins et les antibiotiques, jusqu'à ce que les superbactéries nous menacent d'un « retour à la préhistoire médicale ». Les scientifiques se sont donc mis à l'œuvre et un traitement « miraculeux » axé sur l'utilisation de nanorobots hyper-efficaces dotés d'intelligence artificielle, et peu coûteux par surcroît, a vu le jour dans les années 2030 à la faveur d'un partenariat sino-canadien. Les nanorobots ont vite été considérés comme une panacée. Or la prétendue panacée s'accompagnait d'une panoplie d'effets pervers...

Telle est la très intéressante prémisse sur laquelle repose le diptyque Terre-Nano, dont les deux tomes, L'île des larmes grises et La vie laisse toujours des marques, sont parus presque en même temps. Les deux récits sont toutefois écrits de façon à être lus indépendamment l'un de l'autre. Et si les illustrations des deux couvertures, qui mettent en scène Mathianne, l'héroïne, peuvent laisser croire à des œuvres destinées à la jeunesse, le grand public a de bonnes chances d'y trouver aussi son compte étant donné les enjeux soulevés par Diane Bergeron, une écrivaine qui détient une solide formation scientifique.

Machines infernales

Voici donc Mathianne, jeune fonctionnaire rattachée au bureau de l'Immigration : une présence lumineuse dans un univers qui l'est bien peu. Une trentaine d'années ont passé depuis les débuts de l'utilisation des nanorobots, et les gouvernements doivent désormais composer avec les énormes problèmes de santé publique provoqués par les « nanocures ».

De un, les minuscules robots injectés dans le corps humain pour détruire les cellules malades laissent des déchets qui prennent la forme de taches noires sous la peau. De deux, ces soi-disant merveilles technologiques finissent par provoquer une réaction allergique mortelle qui frappe les patients traités à partir de l'âge de 55 ans. Et de trois, nos coquins de petits robots peuvent, à la manière des virus, se transmettre d'humain à humain. Il suffit d'un contact avec les liquides corporels, « particulièrement les larmes », d'une personne infectée.

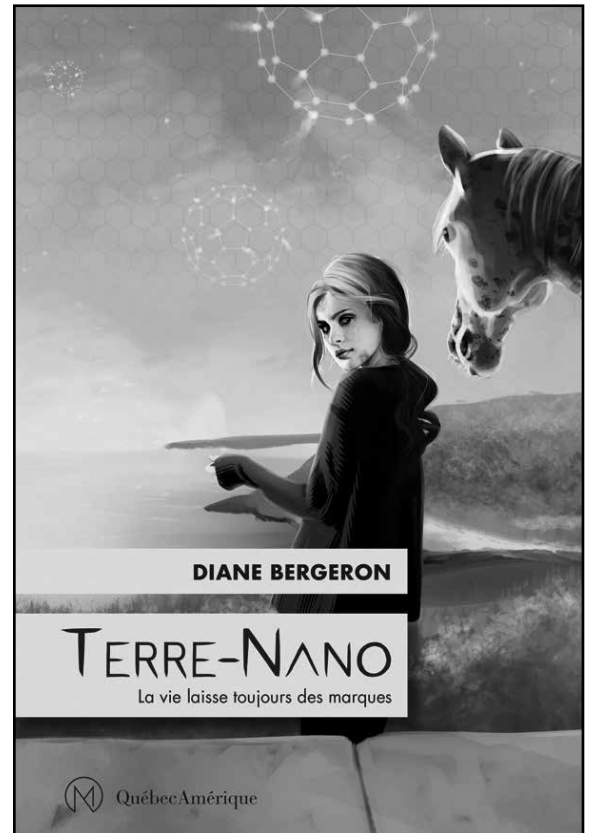
Obnubilés par les potentialités des nanocures, les dirigeants politiques ont fait fi des mises en garde des scientifiques, ont négligé les tests, et maintenant toute la planète a peur. Les « purs » restent entre eux tandis que les « contaminés » sont envoyés dans des « îles-quarantaines » où ils peuvent continuer de vivre leur misérable vie. L'île de Terre-Neuve a été réquisitionnée pour accueillir les contaminés du Québec, de l'Ontario et de l'est du Canada. Et rebaptisée « Terre-Nano » afin que nul ne se méprenne sur sa nouvelle vocation.

Des résonances intemporelles

Qu'il s'agisse de la peste, de la lèpre, du choléra, de la variole, de la syphilis ou de la grippe, les pandémies sont une réalité et une crainte immémoriales. Et les îles de quarantaine ont été nombreuses dans l'histoire. Ici même, au Québec, on n'a qu'à penser à Grosse-Île. Les « contaminés » isolés n'étaient pas toujours traités avec compassion.

C'est aussi ce que met en lumière Diane Bergeron avec Terre-Nano. L'intrigue du tome 2, La vie laisse toujours des marques, s'articule en plus autour du figure exécration : le « Passeur de nanos », qui agit comme révélateur du pire lorsque surviennent les crises. Qui agit comme contrepoint à Mathianne, héroïne compatissante entourée de marginaux de tout acabit et amoureuse des chevaux. Ce ranch qu'elle achète au début du roman deviendra-t-il sur Terre-Nano un havre de sérénité?

Diane Bergeron use avec brio d'une écriture directe et efficace et mine de rien traite d'enjeux sociaux et éthiques on ne peut plus actuels. Et millénaires.



DIANE BERGERON
Terre-Nano 2 : La vie laisse toujours des marques
Montréal,
Québec Amérique, 2021
350 pages.

Basse-ville Blues de Gilles Simard

Vivre dans la nuit

À quelques jours du lancement du dernier livre Basse-ville blues, nous avons discuté avec l'auteur, Gilles Simard, de ce récit atypique qui trace un portrait de la prostitution dans les années 80 dans Saint-Roch. Entre roman, essai et autofiction, l'auteur nous amène dans un road-trip dans les rues de Québec.

En cherchant un titre pour cet article, la chanson Vivre dans la nuit du groupe Nuance m'est venue en tête. Ce n'est pas si étonnant : « C'est une chanson que j'ai fredonnée en écrivant le livre, nous confie Gilles Simard. Elle m'a marqué. Ça jouait continuellement chez Richard avec les chansons de Marjo de Corbeau... Les filles de chez Richard, elles mettaient Vivre dans la nuit dans le juke-box. Mon livre, c'est un portrait des années 1983-1984. C'est le temps des juke-box, des cabines téléphoniques. On se ramassait tout le temps dans les bars... »

Ce récit d'un journaliste qui enquête sur la prostitution pour un reportage au journal Le Soleil, n'est pas totalement un essai, ni un roman : « C'est un gâteau à trois étages, résume l'auteur. Le premier étage, c'est l'histoire d'un journaliste alcoolique, narco-dépendant, fraîchement séparé, qui cherche un sens à sa vie ; le deuxième étage, c'est les femmes prostituées, la petite pègre, les chambreurs captifs de Saint-Roch ; le troisième étage, c'est carrément la ville de Québec des années 80, ses mystères, ses endroits disparus avec en toile de fond les voiliers de Québec 84 et la visite du Pape. » Un portrait à la fois social et intime.

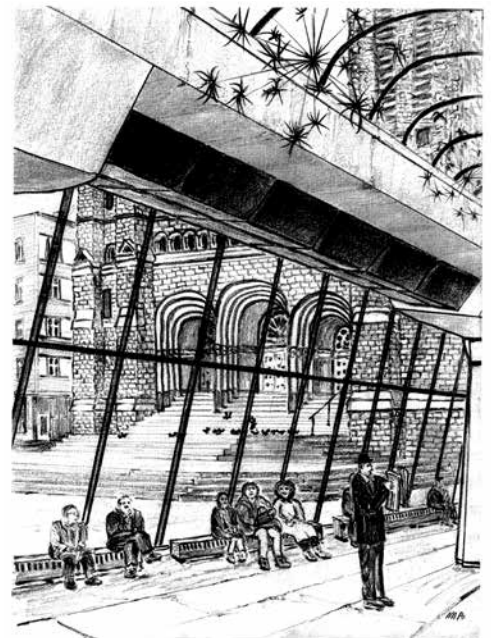
Du resto Le petit bedon en passant par des tavernes aujourd'hui disparues comme Chez Richard, le Croissant d'or et autres bars louches de l'époque, on y rencontre une faune qui se démène, qui survit, qui flâne dans le Mail Saint-Roch. Le journaliste se liera d'amitié avec les prostituées et fréquentera les bars jusqu'à une descente aux enfers pendant laquelle il se fera faire les poches. « Je voulais montrer que ces gens étaient exposés à tous les dangers. Faire de la prostitution, c'est un peu comme jouer à la roulette russe. » Prostituées assassinées, batailles et autres périls parsèment le récit. Et le journaliste n'en sera pas exclu. « 90% des éléments sont vrais. Le fil conducteur c'est l'enquête journalistique. » Le prouvent des reproductions des reportages publiés à la fin du livre.

Le langage est parfois très cru. Ce n'est pas un milieu de tout repos. « Ça jouait dur, les clients se faisaient appeler « les mottés ». Mais il n'y avait pas que ça. Après deux grosses bières, tu oublies tout... » Gilles Simard se défend d'avoir écrit un essai. « C'est une esquisse un peu naïve. Je voulais raconter comment ça se passait. Me rapprocher le plus possible de la vérité. »

Même s'il raconte la vie au milieu des années 1980 et qu'il parle beaucoup de ses propres dérives « d'âme en peine », parler de la prostitution n'est pas anodin. Comment se situe l'homme par rapport aux débats qui préoccupent le milieu depuis des années entre la légalisation et les abolitionnistes ? Il n'a pas voulu prendre position sur ce sujet. Mais plutôt apporter une contribu-

tion en parlant d'une époque révolue. En parlant aussi de gens qu'il défendait, qu'il connaissait.

Sa motivation profonde? « Laisser un legs social. Voici une peinture de cette époque-là. Ce temps des juke-box disparus. »



Le mail Saint-Roch dans les années 1980.
Une illustration évocatrice signée
Marc Boutin (1942-2020).

Dénoncer la surproduction

Tout le monde serait vert, de Trudeau à Macron, en passant par Amazon et Total! Comment expliquer alors l'accélération dramatique de la crise écologique? Si l'humanité subit déjà la violence des changements climatiques, nous ne sommes pas tous égaux devant ce fléau. Il est temps d'identifier les véritables pollueurs et les faux alliés pour enfin opérer un virage écologique vital. Et pour dépasser le consensus vert pâle qui vante le marché du carbone ou les technologies vertes, il faut poser la question taboue : celle de la sortie du capitalisme.

Cours d'autodéfense sur l'économie et l'écologie, ce dialogue à partir de vingt grands mythes renverse les lieux communs. Vous y apprendrez pourquoi dénoncer la surproduction et non la surconsommation ou pourquoi une économie capitaliste fondée sur les éner-

gies renouvelables est irréaliste. Vous apprendrez aussi à mieux connaître les intérêts et stratégies de l'industrie fossile, à organiser notre économie autrement et à bâtir un mouvement écologiste populaire.

Antidote à l'apathie, mine d'or d'arguments pour tous vos débats, Pour une écologie du 99% donne à la fois les clés pour comprendre les origines de cette crise et l'impulsion nécessaire pour nous pousser à l'action. Le temps presse, nous n'avons pas le luxe de nous perdre sur de fausses pistes.



FRÉDÉRIC LEGAULT, ALAIN SAVARD, ARNAUD THEURILLAT-CLOUTIER.

Pour une écologie du 99%

20 mythes à déboulonner sur le capitalisme

Éditions Écosociété, Collection Hors série, 296 pages.

Nous ne sommes pas des machines

Faciliter les ruptures amoureuses au moyen d'un médicament qui estomperait le sentiment d'attachement, jugé néfaste et «addictif». Neutraliser chimiquement nos tendances les plus agressives dans le but de pacifier les relations humaines. Réduire génétiquement la taille des êtres humains afin de limiter notre empreinte écologique sur Terre. Et, ultimement, repousser les frontières de la mort jusqu'à ce que celle-ci ne soit plus une fatalité, mais bien un choix individuel. Le continent des promesses transhumanistes semble sans limites et suscite autant de fascination que d'effroi.

Mouvement prônant une amélioration radicale de nos performances physiques, intellectuelles et émotionnelles grâce aux avancées techno-scientifiques et biomédicales, le transhumanisme et l'idéologie de l'humain augmenté gagnent de plus en plus en notoriété. Or, le sensationnalisme futuriste de ses thèses nous empêche de bien réfléchir à leur réalité scientifique, à leur rôle économique et à leur sens politique.

En resituant le débat sur le terrain du politique, Nicolas Le Dévédec montre avec clarté que ce mouvement n'est en rien révolutionnaire: changer l'être humain pour mieux ne pas changer notre modèle de société constitue son ressort politique profond.

Adhérant à l'horizon productiviste de notre temps, le transhumanisme est indissociable du néolibéralisme et de l'appropriation capitaliste toujours plus poussée de nos corps et de nos vies, comme en témoigne l'intériorisation des normes de performance individuelle calquées sur le modèle de l'entreprise. Cristallisant l'imaginaire de la maîtrise de la nature, le mouvement contribue également à entretenir un rapport au monde, à l'humain et au vivant profondément dévastateur. À l'ère de l'Anthropocène, il est temps de reconquérir notre autonomie politique et de formuler une véritable «écologie politique de la vie et du vivant».



NICOLAS LE DÉVÉDEC,

Le mythe de l'humain augmenté

Une critique politique et écologique

du transhumanisme

Éditions Écosociété, Collection Théorie, 160 pages.

Lecture de saison

Agir au quotidien selon ses convictions? C'est le choix qu'a fait Marie-Thérèse Thévard (Marie-Thé, pour les intimes) il y a une trentaine d'années en développant avec succès son autosuffisance alimentaire en non-travail du sol au Saguenay, sa région d'adoption au Québec. Le jardin vivrier est le récit de ses pratiques, convictions et recherches pour incarner un mode de vie écologique fondé sur l'indépendance vis-à-vis des énergies fossiles, la résilience, l'alimentation saine, la permaculture, l'agroécologie et la vie en communauté. Élaboré de façon à suivre mois par mois toutes les étapes pour obtenir un potager biologique foisonnant, ce manuel détaille les principes et techniques pour cultiver des légumes, des fruits, des légumineuses et même des céréales. Un principe conducteur guide sa démarche: le non-travail du sol. Devant l'épuisement des sols qui est le lot de l'agriculture industrielle, Marie-Thé défend «le génie du sol», en évitant de le labourer tout en l'enrichissant de paillis. Tout cela en climat boréal, dans un contexte jugé difficile pour la culture maraîchère.

Les nombreuses années d'expérience de Marie-Thé vous apprendront:

- Les principes de la permaculture, de l'agroécologie et du non-travail du sol;
- Les associations de cultures pour créer un écosystème vivant et résilient;
- Les techniques de protection des cultures contre le froid;
- Les moyens biologiques de se débarrasser des principaux ravageurs;
- Une boîte à outils pour organiser votre jardin (entreposage, outils, calendriers de semis, de plantations et de récoltes);
- Des méthodes de conservation des légumes et des recettes de saison;
- L'essentiel à savoir concernant l'élevage de volailles.

Rédigé par la fille de Marie-Thé, Le jardin vivrier est le manuel essentiel pour réussir son jardin vivrier en non-travail du sol et parvenir progressivement à l'autosuffisance alimentaire. Richement illustré de schémas et de photos, cet ouvrage est un incontournable du jardinage écologique.



MARIE THÉVARD.

Le jardin vivrier

Autosuffisance et non-travail du sol

Préface de Benoît Thévard

Éditions Écosociété, Collection savoir-faire 384 pages.

Tu disais que tu étais nouveau

Par Michael Lachance

“Ne croyez donc jamais d’emblée au malheur des hommes.
Demandez-leur seulement s’ils peuvent dormir encore ?
... Si oui, tout va bien. Ca suffit.”
- Céline, Voyage au bout de la nuit

Doc est fâché. Attablé à la même table sur Couillard depuis dix ans, il en redemande. Je commande deux cafés, la barista mousse le lait, tandis que Doc s’échauffe.

- On peut en finir avec les nouveaux mots !
- Il est question de quel mot ?
- C’est pluriel mon ami, on ne cesse de lancer des mots pour raccommoder les sensibilités !
- Tu peux m’en nommer un seul ?
- Divulgâcheur !
- Désolée, Doc, je ne sais pas ce que ça mange en hiver...
- C’est la francisation de « spoiler ».
- OK.
- On a un mot pour ça ?
- Divulgâcheur...
- On passe de deux à cinq syllabes.
- Mot affreux.
- Tu proposes un autre mot ?
- Punchconard
- C’est agressif Doc !
- Oui, mais rappelle-toi, Divulgâcheur ?
- Pour moi, ce mot fait, comment dire...

Doc n’en peut plus, il veut un légendario On the Rock. Je dis OK. J’en prends deux, à la mémoire des vivants et des disparus :

- Que penses-tu de « présentiel ».
- Ah bah là, je suis d’accord Doc !
- On est présent. On est là.
- En effet, en présence, si on veut abuser.
- Présentiel, sérieux...

Doc est en feu :

- Autrice, ça te parle mon ami
- Je ne sais pas quoi te dire. C’est laid.

- Auteure, c’est bien, non, pourquoi ajouter un « trice », qui ne se défend pas bien.
- Doc, on dit électrice, directrice...
- Je préfère les « eures », comme dans pleurs.
- OK. Mais « trice » change quoi, pour toi ?
- Je pense à ma correctrice, mon institutrice, ma lectrice, la modératrice, bientôt, au féminin, tous les mots sonneront comme des attributs de robot!
- C’est ton point.

Doc est connu pour se pomper d’un rien. Or, quand je lui demande son point de vue sur le mot « Woke », c’en est trop pour lui. Il redemande une tournée de légendario double, à la mémoire de Jacques Prévert :

- Mon ami, woke est sans aucun doute le mot le plus vide de sens depuis le dernier album de George Michael !
- Pourquoi ?
- Woke, de Wake Up ! Ou Waked. Bref, être allumé et réveillé au courant et lucide ! On dirait du mauvais Lucien Bouchard...
- C’est un mot qui parle, d’ailleurs, il semble t’emballer !
- Tu ne comprends rien.
- Comme d’habitude...
- Je suis une personne lucide.
- Que veut dire « lucide » ?
- Je suis au courant, je suis éveillé, on ne m’en passe pas une!
- Donc, tu es woke Doc !
- Arrête, je vais chialer !
- Historiquement, les hippies se disaient lucides, les marginaux se disaient lucides, les philosophes se disent éclairés, les punks clament leurs libertés hyper réelles dans un monde faux.
- Qui a raison, qui voit clair ?
- Moi.
- Là, Doc, je te reconnais.
Mon ami, éclairé. Fou, radié et passionné.
Tu ne sauras jamais ce que veux dire woke.
- Je m’en fous comme le météorite climatique qui va bientôt frapper la Terre.

Wake up Doc !



Photo: MC.

Droit de parole

Soutenez votre journal : devenez membre et ami.E !

Devenez ami.E de Droit de parole	100 \$
Nom :	
Adresse :	
Téléphone :	Courriel :
L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 1 AN DE DROIT DE PAROLE	
Abonnement individuel	30 \$
Abonnement institutionnel	40 \$
Abonnement de soutien	50 \$
DEVENEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOURNAL	
Adhésion individuelle	10 \$
Adhésion individuelle (à faible revenu)	5 \$
Adhésion de groupes et organismes	25 \$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :
Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 | 418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org

VOUS AIMEZ LIRE
DROIT DE PAROLE ?
VOUS POUVEZ LE
TROUVER DANS LES
LIEUX SUIVANTS

Limoilou

Alimentex
1185, 1^e avenue
Bibliothèque Saint-Charles
400, 4^e Avenue
Cégep de Limoilou
1300, 8^e Avenue

Saint-Roch

Tam-tam café
421, boulevard Langelier
CAPMO
435, rue du Roi
Maison de la solidarité
155, boulevard Charest Est
Bibliothèque Gabrielle-Roy
230, rue du Pont
Le Lieu
345, rue du Pont

Saint-Sauveur

Au bureau de Droit de parole
266, Saint-Vallier Ouest
Club vidéo Centre-ville
230, rue Marie-de-l’Incarnation
Supérette, bouffe et déboire
411, Saint-Vallier Ouest

Saint-Jean-Baptiste

L’ascenseur du faubourg
417, rue Saint Vallier Est
Bibliothèque de Québec
755, rue Saint-Jean
L’Intermarché
850, Rue Saint-Jean

Montcalm

Centre Frédéric-Back
870, avenue de Salaberry
Un Coin du Monde
1150, avenue Cartier

Ste-Foy

Université Laval
Pavillons Casault et Bonnenfant
Comité logement d'aide aux locataires de Ste-Foy
2920, rue Boivin
Librairie Laliberté
1073, route de l’Église

Vieux-Québec

Librairie Pantoute
1100, rue Saint-Jean

Lisez-nous
en ligne
droitdeparole.org